



Kajsa Borgnäs et Christian Kellermann

# Stratégie allemande de relance

Vers une transformation écologique  
et numérique ?

**EUROPA**

**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

## EUROPA

### L'Europe a besoin de la démocratie sociale !

Dans quelle Europe voulons-nous vivre ? Comment réaliser aujourd'hui nos rêves européens de liberté, de paix et de démocratie, face aux oppositions issues de l'intérieur et l'extérieur de l'Union ? Comment donner à la démocratie sociale une place forte en Europe ? C'est à ces questions que la Friedrich-Ebert-Stiftung consacre sa série «Politiques pour l'Europe». L'objectif de notre fondation est de montrer qu'il est à la fois possible et nécessaire de faire de l'intégration européenne une construction démocratique, équilibrée sur le plan économique et social et fiable en matière de politique étrangère !

Les sujets au centre de notre réflexion sont:

- L'Europe démocratique
- La transformation sociale-écologique
- L'avenir du travail
- La paix et la sécurité

Ces thématiques font l'objet de publications et d'événements organisés par notre fondation. Jouant un rôle de conseil pour les décideurs politiques et syndicaux, nous prenons des initiatives et formulons des propositions concrètes sur tous les enjeux politiques majeurs. Nous faisons avancer le débat sur l'avenir de l'Europe et c'est avec vous que nous souhaitons le mener dans notre série «Politiques pour l'Europe» !

### Résumé

La pandémie de coronavirus et les mesures de restrictions économiques et sociales prises pour y faire face ont également plongé l'Allemagne dans une violente récession économique.

Cette crise est par ailleurs survenue dans une période de ralentissement de la croissance, alors que l'économie allemande faisait face à des problèmes structurels et des déficits considérables en matière d'investissements dans les infrastructures, en particulier dans le secteur du numérique. Ces circonstances ont justifié la suspension du mécanisme d'équilibre budgétaire (« frein à la dette ») et la mise en place de plans de soutien publics massifs visant à investir davantage dans le développement de l'économie.

Si l'intervention massive de l'Etat a mobilisé des ressources considérables pour soutenir les infrastructures et les entreprises existantes (et souvent liées à l'énergie fossile) au plus fort de la crise, faire le choix des technologies vertes et de la transition numérique pourrait contribuer à l'accélération, à la fois nécessaire et urgente, de la transformation de ces secteurs et ainsi compenser les déficits structurels dont souffre le système économique allemand. Au regard de ces immenses défis, la nécessité d'une action plus forte de l'Etat ayant la capacité et la volonté d'intervenir davantage et d'une approche coordonnée européenne constitue une stratégie qui fait aujourd'hui l'objet d'un large soutien en Allemagne.

### Auteurs

**Kajsa Borgnäs**, directrice de la Fondation Travail et Environnement du syndicat IGBCE (Stiftung Arbeit und Umwelt der IGBCE)

**Christian Kellermann**, chargé de cours à l'University of Applied Sciences de Berlin (Hochschule für Technik und Wirtschaft) et directeur de Denkwerk Demokratie

### Les responsables de cette série de publications à la FES sont

**Tobias Mörschel**, directeur du bureau de la FES en Italie

**Thomas Manz**, directeur du bureau de la FES en France

# Stratégie allemande de relance

## Vers une transformation écologique et numérique ?

### LES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE DU CORONAVIRUS

La pandémie de coronavirus a plongé l'économie mondiale dans l'une de ses plus grandes crises depuis la Seconde Guerre mondiale. L'économie allemande n'est pas épargnée : le PIB allemand a chuté de 9,7 % au deuxième trimestre 2020 – du jamais vu depuis le premier calcul trimestriel du PIB en 1970.<sup>1</sup> Cette contraction s'explique principalement par la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales due à la crise sanitaire et par le confinement imposé au printemps 2020. De plus, cette récession survient dans une période de ralentissement économique : en 2019, la croissance allemande s'établissait à 0,6 % seulement et la croissance du PIB réel était même nulle au quatrième trimestre 2019. Au premier trimestre 2020, le PIB a reculé de 2 %.

Comme toutes les crises, la pandémie de coronavirus n'a pas affecté tous les secteurs économiques de la même manière. Bien que presque tous les secteurs et toutes les entreprises aient ressenti les effets de la crise, ce sont principalement le tourisme, l'hôtellerie, le secteur du divertissement et de la culture, les services aux entreprises ainsi que le secteur médico-social, incluant les services à la personne, qui ont souffert de la crise et des mesures prises pour lutter contre la pandémie. La chute brutale de la demande intérieure est la principale responsable de la baisse des revenus, qui a été parfois colossale et a pu dépasser les 80%. Par ailleurs, certains secteurs sont particulièrement touchés par le recul des exportations. Il s'agit principalement des entreprises exportatrices de produits chimiques et pharmaceutiques, les constructeurs automobiles et les constructeurs de machines. Dans l'industrie, ce sont les commandes de véhicules et de pièces automobiles qui ont connu la plus forte chute de demande.

Par ailleurs, tous les États membres de l'Union européenne n'ont pas été touchés de la même manière : si, en moyenne, la production industrielle en Europe a chuté de 27 % au plus fort de la crise (avril 2020), ce recul était par exemple de 30 à 40 % en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie. Toutefois, des signaux clairs de reprise sont rapidement apparus (dès juillet) et la production industrielle a retrouvé son

niveau habituel dans de nombreux pays. L'été 2020 a été marqué par une reprise aussi vigoureuse qu'avait été brutal le recul de l'activité économique jusqu'alors. Au troisième trimestre 2020, la croissance allemande a en effet connu un rebond de 8,2 % par rapport au trimestre précédent. Nul ne sait toutefois si cette reprise suivra une courbe en V ou si l'économie et l'industrie auront besoin de temps pour retrouver leur niveau d'avant-crise. Par ailleurs, de nombreux pans de l'économie sont frappés par la crise en différé. En raison d'une demande qui reste faible, les suppressions de postes, voire parfois les fermetures d'usines, ne surviennent que maintenant, en particulier chez les constructeurs ou les équipementiers automobiles. Ce sont principalement les petites entreprises et les microentreprises qui menacent de mettre la clé sous la porte. Elles se trouvent en effet dans une situation très précaire, en particulier du fait de leurs fonds propres et des réserves relativement faibles dont elles disposent pour surmonter la crise. Contrairement aux grandes entreprises, elles ne peuvent offrir, outre le chômage partiel et les aides de l'État, qu'une faible protection à leurs salariés, à moyen et long terme.

Les chiffres du chômage affichent une évolution comparable. De la sortie de la crise financière de 2009 jusqu'à l'explosion de la crise du coronavirus, le marché allemand du travail connaissait une période de forte croissance. Au quatrième trimestre 2019, le nombre d'actifs avait augmenté de 0,6 % par rapport à l'année précédente. Au deuxième et troisième trimestres 2020, la tendance s'est inversée et ce taux est désormais négatif (au premier trimestre, il était légèrement positif, s'élevant à 0,3 %). Premier signe de sortie de crise sur le marché du travail, 108 000 chômeurs ont néanmoins retrouvé un emploi en Allemagne en septembre 2020. C'était cependant 600 000 personnes de plus qu'en septembre 2019. Le taux de chômage était de 6,2 % – un taux élevé, comparé aux évolutions observées sur les dix dernières années. Reste à savoir quels effets aura la deuxième vague entre fin 2020 et début 2021 sur le marché du travail.

Le recours accru au chômage partiel constitue, avec l'augmentation du taux de chômage, une autre indication de la contraction de l'économie. En Allemagne, le nombre de personnes au chômage partiel a explosé en mai 2020, atteignant 7,3 millions contre 145 000 en 2019. A titre de comparaison, à peine plus d'un million de personnes étaient au chômage partiel lors de la crise financière de 2009. En 2011, ce dispo-

<sup>1</sup> Sauf mention contraire, les chiffres cités sont ceux publiés par l'Office fédéral de la statistique.



sitif ne concernait plus que 150 000 personnes, un chiffre correspondant aux valeurs d'avant-crise. Le dispositif du chômage partiel s'est donc avéré être l'un des principaux moyens de lutte contre la crise pour atténuer les premiers effets socioéconomiques de la pandémie. Sans ce dispositif, l'augmentation du taux de chômage aurait été bien plus nette. Au vu des incertitudes économiques durables causées par la pandémie, le gouvernement allemand a décidé d'allonger la durée du chômage partiel à 24 mois au maximum. En outre, il est désormais possible de bénéficier d'une indemnité de chômage partiel plus élevée jusqu'à fin 2021, avec un montant allant jusqu'à 70 à 80 % du salaire net (77 à 87 % pour les personnes ayant un enfant à charge). Cette aide permet aux entreprises de garder plus facilement leurs salariés malgré une baisse de la demande, et d'éviter en partie les suppressions de postes. Cette indemnisation relativement élevée permet également de limiter les difficultés sociales qui sont en comparaison plus importantes dans le cadre d'une situation de chômage, dont le taux de remplacement net est plus bas.

À l'heure actuelle, il est difficile d'identifier tous les effets de la crise sur la situation socioéconomique des ménages. D'un côté, l'intervention rapide et massive de l'État, en particulier le confinement imposé au printemps 2020 visant à ralentir les contaminations, a contribué au recul de l'activité économique. De l'autre, l'ensemble de mesures mises en place par l'État – chômage partiel, facilités de crédit pour les entreprises, augmentation des allocations familiales et prolongation pendant trois mois des droits à l'assurance chômage – a permis de compenser une partie des répercussions sociales et économiques de la crise. Bien qu'une grande partie des ménages ait perçu des indemnités dans un premier temps, il est difficile de savoir quelles seront les répercussions sociales de la crise à moyen terme. Il règne notamment une grande incertitude sur les risques de faillite personnelle. Les conseillers bancaires ont été fortement sollicités pour la gestion de l'endettement des ménages. Il est possible que la fin progressive du versement des différentes aides liées à la crise du coronavirus entraîne en différé des suppressions d'emplois et des pertes de revenus. Les populations les plus à risque sont celles qui étaient déjà relativement fragiles avant la crise, à savoir les mères et les pères célibataires, les femmes travaillant à temps partiel et les personnes exerçant une activité réduite ou occupant un emploi à durée limitée.

La crise pourrait également creuser les inégalités sur le plan du développement des compétences, aussi bien chez les personnes en situation de chômage partiel que chez les enfants. Les personnes en situation de chômage partiel risquent de perdre leur niveau de compétences si elles ne mettent pas ce temps à profit pour se former. En outre, la fermeture des écoles affecte moins les enfants dont les parents ont fait des études supérieures. Face à ces inégalités, l'Allemagne peut se féliciter, comme de nombreux autres pays d'Europe, qui, lors de la première vague de coronavirus, avaient fermé les écoles et les crèches, de garder celles-ci ouvertes autant que possible durant la deuxième vague.

Malgré une réponse politique relativement rapide et complète, la crise a creusé les inégalités sociales en Allemagne.

Ainsi, les ménages les plus pauvres et les plus fragiles sont d'ores et déjà bien plus touchés par la crise que le reste de la population.<sup>2</sup> Cette situation s'explique principalement par l'hétérogénéité des effets de la crise sur les revenus des ménages. Selon un sondage de la Fondation Hans-Böckler, les couches de la population aux revenus plus faibles ont subi des pertes de revenus bien plus importantes que les personnes aux revenus plus élevés. Près de 48 % des personnes interrogées percevant moins de 900 € net par mois ont indiqué avoir subi des pertes de revenus, contre à peine 27 % des personnes gagnant plus de 4500 € net par mois.

## UNE CRISE DE GRANDE AMPLITUDE QUI SE HEURTE À DES DÉFICITS STRUCTURELS

Sur le plan structurel, la pandémie de coronavirus a mis au jour de nombreuses faiblesses, récentes ou plus anciennes, de l'économie allemande (et européenne). Dès le début de la crise, l'Europe a par exemple fait face à une pénurie de produits médicaux de base tels que les équipements de protection et les masques, lesquels n'étaient par ailleurs plus produits en Europe. Les entreprises industrielles ont connu des interruptions de production car elles ne pouvaient plus importer de produits intermédiaires. Pendant la fermeture des usines en Chine, la géopolitique et la protection des économies nationales ont soudainement joué un rôle nouveau dans les relations commerciales internationales. La pandémie a révélé que les chaînes d'approvisionnement mondiales, en temps normal considérées comme très performantes, étaient devenues (trop) dépendantes de la Chine et pouvaient être rapidement fragilisées en cas de crise. En conséquence, un débat sur les chaînes d'approvisionnement stratégiques et sur la relocalisation des chaînes de production en Europe au nom de la résilience s'est ouvert dans de nombreux pays. S'il est peu probable que les entreprises relocalisent totalement leur production, en tout cas à court terme, il se peut qu'elles cherchent à rendre leurs chaînes d'approvisionnement plus résilientes en structurant celles-ci de manière plus différenciée sur le plan régional et en ayant moins recours à des fournisseurs individuels (en Asie).

Par ailleurs, la crise a mis (davantage) en évidence les déficits existant dans des infrastructures essentielles, telles que les infrastructures numériques et le système éducatif. Le recours accru au télétravail et à l'école à la maison a contraint nombre d'entreprises et d'établissements scolaires à prendre le virage du numérique qui s'imposait depuis longtemps. Or l'utilisation des technologies numériques et du Big Data pour lutter contre la pandémie s'est heurtée à de nombreuses défaillances dans les infrastructures techniques – une preuve que les infrastructures numériques mises à disposition de la population étaient bien loin de répondre aux besoins de la société. Ces défaillances se sont également manifestées dans le système éducatif. Seul un tiers des salles de classe allemandes ont accès à une connexion internet

<sup>2</sup> Étude WSI – Résultats publiés le 29/10/2020 : [https://www.boeckler.de/pdf/pm\\_wsi\\_2020\\_10\\_29.pdf](https://www.boeckler.de/pdf/pm_wsi_2020_10_29.pdf)

performante et au Wi-Fi. Seule une école sur trois dispose d'une salle dotée d'outils informatiques. Ces inégalités numériques présentes dans le système d'éducation touchent principalement les élèves issus de familles défavorisées qui disposent plus rarement de matériels informatiques et d'une connexion internet à haut débit à la maison.

Outre les déficits structurels, notamment dans le secteur de la santé et des soins paramédicaux (manque de personnel, bas salaires, etc.), la pandémie de coronavirus s'est également heurtée à plusieurs processus de transformation durables et parfois complexes. Ces transformations qui mettent l'économie allemande dans son ensemble sous pression relèvent en particulier de la crise climatique et de la décarbonation des secteurs de la mobilité, du chauffage et de l'industrie. Si l'État a mobilisé des ressources considérables pour soutenir les infrastructures, les entreprises et les technologies existantes (et souvent liées aux énergies fossiles) au plus fort de la crise, il serait également judicieux de dépasser la gestion de court terme pour mettre en place une politique active visant à accélérer les processus de transformation nécessaires. De ce point de vue, la crise pourrait être une opportunité pour réduire certains déficits structurels du système économique allemand et en particulier accélérer la modernisation sociale-écologique et numérique.

## **POLITIQUE ANTI-CRISE, POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE**

Point positif, la plupart des acteurs – qu'il s'agisse des organisations professionnelles, des entreprises, des syndicats, de la communauté scientifique ou des responsables politiques – n'ont *justement pas* plaidé, au nom de la lutte contre la crise sanitaire et économique, pour un allègement des processus de transformation vers une économie durable. La majorité des pays d'Europe ont plutôt essayé de mettre en place des plans de relance relativement respectueux de l'environnement, poursuivant ainsi des objectifs durables, en sus de la stabilisation de l'économie.

En présentant début juin son programme d'un montant de 130 milliards d'euros, l'Allemagne a voté son plus vaste plan de relance depuis la Seconde Guerre mondiale et fait de la transformation numérique et des technologies vertes une priorité. Par ailleurs, l'instrument de relance et de résilience européen (Next Generation EU) est censé octroyer à l'Allemagne environ 23 milliards d'euros, bien que la dernière tranche pour 2023 n'ait pas encore été estimée. Cette aide financière de Bruxelles a vocation à soutenir les investissements dans le cadre des plans de relance. Par exemple, le plan de relance allemand prévoit d'allouer 50 milliards d'euros aux investissements dans des infrastructures et des technologies vertes, notamment via le développement des énergies renouvelables, la construction de bornes de recharge pour les véhicules électriques, la rénovation énergétique des bâtiments, le soutien des transports publics, le soutien des technologies favorisant la réduction des émissions dans les industries particulièrement énergivores, sans oublier les investissements à destination de secteurs totalement nou-

veaux, tels que l'économie de l'hydrogène. Bien que la mise en place de ces mesures laisse encore de nombreuses questions en suspens, le plan de relance va dans le bon sens.

Pour l'Allemagne, ce plan constitue également une avancée du point de vue de sa structure économique. Avant l'explosion de la pandémie, le pays souffrait déjà d'un considérable déficit d'investissements dans les infrastructures de base. Selon les estimations, l'Allemagne devrait dans les dix années à venir investir environ 450 milliards d'euros dans la voirie, le transport ferroviaire, les infrastructures numériques, les réseaux électriques et le secteur de l'éducation, afin de simplement maintenir leur niveau de qualité existant, ces estimations ne tenant même pas compte de l'objectif de décarbonation. Le contexte de la crise qui a émergé au printemps dernier a par ailleurs rendu possible la suspension du mécanisme de « frein à l'endettement », qui limitait jusqu'alors le niveau de l'emprunt et le taux d'endettement de l'État, afin de pouvoir réaliser les investissements nécessaires à la relance de l'économie. La présidence allemande du Conseil de l'Union européenne est également placée sous le signe de la lutte contre le coronavirus, la relance économique et la modernisation (durable). L'UE aspire à la réalisation rapide d'objectifs concrets au rang desquels figurent par exemple les objectifs climatiques, la stratégie industrielle, la stratégie sur l'hydrogène et le Green Deal européen. En vue de poursuivre la politique européenne de stabilisation et de modernisation, le gouvernement fédéral allemand s'est exprimé pour la première fois à l'été 2020 en faveur d'un emprunt commun à l'échelle européenne. L'Allemagne met ainsi de côté – tout du moins temporairement – la rigueur budgétaire sourcilleuse qui constituait depuis plusieurs dizaines d'années l'un des éléments déterminants de son économie et de sa politique.

Outre la transformation écologique, la transformation numérique est l'une des autres priorités de la stratégie allemande de relance économique. Le gouvernement fédéral allemand a annoncé vouloir déployer la 5G dans tout le pays et faire disparaître les « zones blanches » à horizon 2025. Pour ce faire, le gouvernement allemand a débloqué cinq milliards d'euros pour le nouvel organisme en charge des infrastructures de télécommunications du pays. Le gouvernement a également affecté au projet de transformation numérique des secteurs public et privé une enveloppe d'un milliard d'euros. Des mesures telles que l'élargissement des possibilités d'amortissement pour les produits numériques ainsi que la mise en place d'un programme d'aide aux plateformes devraient donner un coup d'accélérateur supplémentaire à la transformation numérique de l'économie.

Ces investissements visent également à renforcer le rôle de l'Allemagne dans la recherche en matière d'intelligence artificielle et d'informatique quantique. Le plan de relance doit porter à cinq milliards d'euros les investissements dans l'intelligence artificielle à horizon 2025, contre deux milliards d'euros prévus initialement. Dans ce cadre, l'Allemagne prévoit d'augmenter le financement de mesures programmées et de se doter de superordinateurs supplémentaires. L'objectif à moyen terme de cette stratégie est d'attirer les meilleurs chercheurs et jeunes talents par le bais de conditions de tra-

vail et d'une infrastructure informatique attractives, tout en renforçant le réseau européen de l'intelligence artificielle. Le plan de relance prévoit d'affecter une enveloppe de deux milliards d'euros à la construction d'au moins deux ordinateurs quantiques. Deux milliards d'euros supplémentaires devraient être accordés aux entreprises innovantes afin de soutenir le développement et l'expérimentation de nouvelles technologies en réseau pilotées par des logiciels. L'objectif est de soutenir la transition vers des technologies de communication telle que la 5G et, à plus long terme, la 6G.

## LUTTE CONTRE LA CRISE DU CORONAVIRUS : ENTRE ATTENTES ET RÉALITÉ

Bien que l'Allemagne soit encore aux prises avec la pandémie et que de nouvelles mesures d'aide semblent devoir être mises en place dans les mois à venir pour faire face à une deuxième vague qui s'annonce encore plus virulente que la précédente, il est d'ores et déjà possible de tirer quelques conclusions provisoires.

Premièrement, il ne fait aucun doute que les mesures prises pour lutter contre cette crise sont totalement différentes de celles déployées lors de la dernière grande crise économique survenue il y a exactement dix ans. À l'époque, la majorité des gouvernements avaient bien trop tardé à mettre en place des mesures de soutien économique et de politique financière, prolongeant inutilement la crise et la récession. Par ailleurs, les mesures étaient essentiellement destinées au soutien du secteur bancaire, tandis qu'elles ciblent aujourd'hui les besoins directs des entreprises, des salariés et des ménages. Saluons le fait que les effets redistributifs des mesures prises en 2020 ont été un critère important lors de l'élaboration des plans de relance allemand et européen. Toutefois, leurs effets sont asymétriques, les populations défavorisées sur les plans économique et social n'étant pas suffisamment soutenues. Conséquence : les inégalités sociales se creusent et la demande privée est fragilisée, alors même qu'elle était l'un des moteurs principaux de l'économie allemande avant la crise. Les mesures telles que la baisse (temporaire) de la TVA ne sont pas assez ciblées pour inverser cette tendance.

Deuxièmement, la crise a ouvert un grand débat de société sur la compensation et l'aide adéquates à accorder aux travailleurs dits « essentiels ». Les syndicats et les instances représentatives du personnel ont joué un rôle majeur dans la définition des concepts et des politiques de maintien de l'emploi. Le syndicat allemand des services Ver.di a notamment négocié à l'automne 2020 une prime spéciale pour le personnel soignant dans le cadre de la convention collective pour le service public. Les syndicats du secteur industriel IG Metall et IG BCE ont œuvré en faveur d'un plan de soutien à moyen terme du secteur automobile, qui prévoit par exemple un fonds dédié aux équipementiers. IG Metall a également proposé une semaine de quatre jours, complétée par une journée de formation continue. De manière générale, il serait pertinent d'associer le chômage partiel à la formation continue. En outre, de premières recherches empiriques ont montré que les structures de codécision dans les entreprises

avaient fait leurs preuves au cours de cette crise. Elles ont en effet facilité les échanges d'informations, la mise en place de nouvelles règles telles que le télétravail, les mesures d'hygiène ainsi que le recours au chômage partiel.

Troisièmement, l'État a joué lors de cette crise un rôle économique bien plus important qu'auparavant. Rien d'étonnant lorsqu'un pays traverse une crise majeure. Mais davantage d'acteurs issus de la politique et de la société civile revendiquent aujourd'hui un rôle plus actif de l'État, non seulement dans la gestion de la crise (à court terme), mais également en matière de politique industrielle et économique à moyen et long terme. Cet abandon d'une conception passive de l'État – déjà présent avant la pandémie, dans le contexte de la crise climatique et du creusement des inégalités économiques – s'est renforcé avec la crise sanitaire. Les responsables politiques s'accordent globalement sur le fait que la décarbonation et la transformation numérique ne peuvent être laissées aux mécanismes du marché. En conséquence, l'État doit jouer un rôle actif, se montrer disposé à intervenir et avoir la capacité de le faire.

Quatrièmement, la crise a renforcé le rôle décisif et nécessaire d'une approche européenne coordonnée pour faire face à des défis de grande ampleur. Rares sont les personnes qui affirment que la lutte contre la pandémie et la transformation écologique et numérique sont possibles sans une coopération européenne plus étroite. De nombreuses mesures structurelles indispensables à la décarbonation ne peuvent être mises en place qu'à l'échelle européenne et imposent la mise en commun des ressources et des responsabilités. On compte notamment parmi ces mesures le développement d'une économie de l'hydrogène, la mise en œuvre d'une stratégie commune en matière de réseaux et d'énergies renouvelables, la transformation des secteurs du transport et de la mobilité ainsi que des industries (des matières premières) européennes et la mise en place nécessaire à cet effet de nouvelles chaînes de valeur compétitives dans le domaine des technologies d'avenir essentielles telles que les batteries, l'hydrogène et le CCU/CCS. Les projets d'innovation et d'investissement doivent être davantage coordonnés à l'échelle transnationale afin de répartir les coûts et les risques entre plusieurs acteurs publics et privés.

Enfin, les débats de plus en plus nourris sur le renforcement de la souveraineté et de la résilience de l'Europe vont au-delà de la question de l'économie du « juste à temps ». Certes la Commission européenne avait déjà qualifié la Chine en 2019 de « concurrent systémique », apportant ainsi sa contribution au débat sur les chaînes de valeur stratégiques. Mais elle a attendu cette année et la crise du coronavirus pour prendre des mesures concrètes pour contrôler les rachats et les investissements directs étrangers et ouvrir un débat pour déterminer les technologies essentielles qui doivent (continuer à) être fabriquées en Europe. Eu égard à la nouvelle situation géopolitique et technologique, un débat s'est également ouvert en Allemagne sur l'adaptation et l'assouplissement du droit européen relatif aux aides publiques.

Que ce soit sur le plan sanitaire ou économique, la pandémie de coronavirus représente – donc pour nos sociétés une

série de défis immenses de court et moyen terme qui concernent à la fois les ménages et les entreprises. Pour autant, un certain nombre de tendances que la crise a révélées au grand jour étaient déjà à l'œuvre avant l'apparition de la pandémie. S'il est difficile de déterminer l'ampleur du bouleversement provoquée par la pandémie au sein de nos sociétés, une chose est donc sûre : cette crise est un puissant facteur de renforcement et d'accélération de tendances préalables.

## **Friedrich-Ebert-Stiftung**

Fondée en 1925, la Fondation Friedrich-Ebert (FES) est la plus ancienne fondation politique d'Allemagne. Fidèle à l'héritage politique de l'ancien président Friedrich Ebert, elle défend les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. La FES est liée aux idéaux de la social-démocratie et des syndicats indépendants.

La FES soutient la social-démocratie par le biais de différentes activités :

- L'éducation politique visant à renforcer la société civile
- Le conseil politique
- La coopération internationale grâce à son réseau de bureaux présents dans une centaine de pays
- Le soutien des étudiant.es par le biais d'un programme de bourse
- L'entretien de la mémoire collective de la social-démocratie notamment à travers ses archives et sa bibliothèque dédiée

## MENTIONS LÉGALES

© 2020

### **FES Paris**

41bis, boulevard de la Tour-Maubourg  
F-75007 Paris, France

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

Illustration de la couverture : Yevhen – stock.adobe.com

Conception : [www.bergsee-blau.de](http://www.bergsee-blau.de)

Mise en page : [www.zumweissenroessl.de](http://www.zumweissenroessl.de)



# EUROPA

## Les stratégies de relance en Europe

Dans de nombreux pays d'Europe, les mesures prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus ont conduit à un ralentissement considérable de la vie économique et sociale. Les restrictions décidées par les gouvernements se sont traduites par une chute de la production, une forte hausse du chômage, l'aggravation de fractures sociales parfois profondes et des ruptures dans l'approvisionnement de produits médicaux. La pandémie a également mis au jour la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'importation de produits essentiels. Cette situation a contraint les gouvernements nationaux et l'Union européenne à élaborer des plans massifs de soutien et de relance de l'économie.

La mise au point de ces plans et les discussions autour de ces stratégies de relance interviennent dans une ère où les économies européennes doivent déjà relever de toute urgence le défi de la transformation sociale-écologique et numérique. Aussi, nombre de voix s'élèvent pour exiger des mesures de relance qui n'entraînent pas un retour en arrière mais engagent résolument les pays dans la voie de la transformation de leur économie. Si les critères d'attribution du fonds de relance européen vont en ce sens, certains redoutent par ailleurs que la vision à long terme de ce plan ne prenne pas suffisamment en compte la nécessité de répondre à l'urgence sociale liée à la crise.

Notre série de publications sur les plans de relance du Portugal, de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, de la Finlande, de la Suède, de l'Italie, de la Grèce et de Chypre permettra d'analyser les stratégies de ces différents pays au regard de ces défis complexes. Nous proposerons également une synthèse comparative de l'évolution de la situation et des mesures prises dans chaque pays. Cette analyse des stratégies de relance nationales sert la formulation de recommandations politiques à un double niveau : trouver d'une part les réponses les plus adaptées pour à la fois amortir les effets immédiats de la crise et relever les défis de long terme et faire d'autre part de nouvelles propositions pour améliorer et compléter les mesures proposées (plan de relance 2.0) en vue d'améliorer la souveraineté européenne.